



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



3 2044 103 250 197

LIMITES GUAYANESES

ENTRE

VENEZUELA Y LA GRAN BRETAÑA

PARIS

IMPRIMERIE C. PARISSET

101, RUE DE RICHELIEU 101

1890



89
-
136

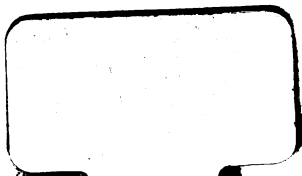
136

13d. Mar 1916



HARVARD LAW LIBRARY

Received April 10 1916



LIMITES GUAYANESES

ENTRE

VENEZUELA Y LA GRAN BRETANA

•

729
x
33
c7°

LIMITES GUAYANESES

ENTRE

VENEZUELA Y LA GRAN BRETAÑA

by Antonio Guzman-Blanco

PARIS

IMPRIMERIE C. PARISSET
101, RUE DE RICHELIEU, 101

—
1890

11, Lett

4/10/15
Apr. 10. 1915

LIMITES GUAYANESES

ENTRE

VENEZUELA Y LA GRAN BRETAÑA

En presencia de la vertiginosa reacción predominante hoy en Venezuela, me he separado de toda actividad política, para no contribuir á la exacerbación de las pasiones. Espero que la lenta, pero eficaz acción del tiempo, las calme, dando lugar así á la serenidad de los ánimos, al patriotismo y á la justicia. Entonces me será dado explicar los hechos, rectificar errores y defenderme de esa algarabía de emulaciones, ambiciones é intereses heridos en veinte años que consagré á la regeneración de Venezuela. Es lo único que hoy me toca hacer en servicio de la normalidad de la Patria y para salvar mi propia obra. En medio á las pasiones exaltadas, todo podrá desconocerse; pero cuando ellas se hayan disipado, quedará mi obra: esa Patria con paz sólida y fecunda; con instituciones, códigos y administración; con caminos, puentes y ferrocarriles; con adelanto material en progresivo desenvolvimiento; con pueblo consciente, porque la mayoría de los ciudadanos sabe leer y escribir.

Mi gloria no está en los nombres, rubros ó letreros de las cosas, si que en las cosas mismas que he dejado realizadas y que el odio de mis enemigos no podrá desbaratar.

Si hoy interrumpo mi silencio, es porque el Ministro de Relaciones Exteriores dijo el 7 de abril en la Cámara de Diputados :

« Encontrábase á la sazón (en 1884) en Europa el Señor General Antonio Guzman Blanco, investido con el alto carácter de Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Venezuela, ante la mayor parte de las Cortes de Europa. Y en presencia de nuestro Enviado Extraordinario, el Gobierno inglés da orden al Gobernador de Demerara para que ocupe nuestro territorio. ¿ Y qué cree el ciudadano Prsidente, que hizo nuestro Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario? Pues calla, y alegando pretextos fútiles, cuales son : que esperaba un expediente que no se habia remitido de Venezuela y el malogro de ciertas negociaciones, no levanta la protesta que el caso reclamaba. Y no solamente calló entonces, sino que continua callado por espacio de dos años ; sí, por espacio de dos años ; y cuando rompió el silencio, ¿ creeis que fué para formular siquiera una de esas protestas que dan honra hasta al vencido? No! fué para exponer simplemente quejas, que no vacilo en calificar de vergonzantes — Tenemos pues, ocupado parte de nuestro territorio. »

Eso no es lo que consta en los expedientes que reposan, tanto en el Ministerio como en la Legación de Venezuela.

Examinense esos expedientes, y se verá la la-

boriosísima discusión que sostuvo la Legación venezolana con el Foreign Office inglés, durante los años de 1884 y 1885, hasta que al fin se convino en el arbitramento para toda cuestión pendiente ó que en el porvenir pudiera surgir entre el Gobierno de Venezuela y el de Su Majestad Británica, para resolver así las dos graves cuestiones: Límites guayaneses y Tratado perpetuo.

Veráse que si aquel Tratado no se firmó, fué porque cayó el Ministerio liberal y sobrevino un Ministerio Tory, que, por su política tradicionalmente invasora, desconoció lo convenido con su predecesor.

Veráse la energía con que reclamé la solidaridad del Ministro entrante con el Ministro saliente.

Veráse con cuanta dignidad como firmeza reclamé que se siguiese con Venezuela, en la cuestión Guayana, lo que por la palabra ya empeñada, se había hecho con la Rusia, en la cuestión de Afghanistan.

Veráse como, antes de embarcarme para Venezuela, cuando la Aclamación, rechazé el límite á última hora indicado por Lord Rosebery, que era una línea media entre la propuesta años antes por el Doctor Rojas y la propuesta por otro de los Ministros anteriores de Su Majestad Británica; las tres en el territorio que está mucho más acá del Cabo Nassau y el Pomarón.

Veráse, en fin, como no solamente reclamé contra lo que estaba haciendo el Gobierno de Demerara, si que pasé una nota que puede calificarse de fundamental para la reivindicación, no sólo de

nuestros derechos hasta el Pomarón, sino hasta el Esequibo mismo.

Pero el Ministro asevera en su discurso todavía más, siempre con el mismo desparpajo de lenguaje :

« En 1886, regresó el General A. Guzman Blanco á Venezuela, en medio de aquel movimiento que se ha llamado Aclamación. ¿ Y qué hace al llegar? Ejerciendo omnimoda dictadura, amenaza al Gobierno inglés con la ruptura de las relaciones diplomáticas, que rompe, en efecto, sin estar preparado para ello, fiando á la acción de la fuerza la suerte del buen derecho de Venezuela. Aprueba á poco el Congreso semejante conducta, y he aquí imposibilitada toda acción diplomática ».

Después que regresé á Venezuela, y en ejercicio ya de la Presidencia de la República, lo que hice fué lo que era del caso y no estaba hecho : enviar comisionados á estudiar sobre el terreno las usurpaciones que hubiera consumado ó entonces estuviese consumando el Gobierno de Demerara.

Inmediatamente que estuvo formado el expediente y comprobada la violación, sin lo cual era impertinente cualquiera gestión, reclamé por medio del Ministro inglés en Caracas la vijencia y el cumplimiento de la convención de 1850, á lo que éste contestó ratificando el propósito usurpador de su Gobierno.

Tal era la situación en vísperas de la reunión del Congreso de 1887. Según el criterio inapelable del patriotismo verdadero, el Gobierno de Ve-

nezuela no podía, desde ese momento, seguir tratando con un Gobierno extranjero que tenía ocupado un pedazo de nuestro territorio. Lo hecho por aquel, fué lo único que debía hacer, pues que estábamos en presencia de un *casus belli*. Continuar en relaciones de amistad y *voisinage*, habría sido convertirnos en reos de traición á la Patria, como lo serian hoy el Gobierno y el Congreso que reanudasen las relaciones, sin que la Inglaterra hubiera desocupado el territorio desde el Orinoco, Barima y Amacuro, hasta el Cabo Nassau, y restablecido el *modus vivendi* de 1850.

El 20 de febrero, día en que constitucionalmente debía reunirse el Cuerpo Legislativo, suspendí las relaciones diplomáticas con el Representante del Gobierno de Su Majestad Británica, para poder dar digna cuenta, como lo hice, al Congreso, del gravísimo atentado cometido por el Gobierno de Su Majestad Británica contra la Soberanía y el propio imperio de Venezuela.

El Congreso de 1887, digno de los de Angostura y Cúcuta, por unanimidad prescribió entonces : « Que no se restableciesen las relaciones, mientras las autoridades inglesas no desocuparan el territorio últimamente usurpado ».

Dejo en este historial establecida la verdad sobre la oportunidad, firmeza y corrección con que defendí los intereses patrios, ya como Presidente de la República, ya como Ministro diplomático cerca del Gobierno Británico en los años de 1884 á 1886.

Pero como el Señor Ministro de Relaciones Exteriores, que ha provocado este escrito, nada

dice de lo relativo á los años de 1887 á 1889, en que ejercí la Agencia Confidencial, es de aprovechar la ocasión para exponer lo que hice en ese lapso, presentando al propio tiempo una síntesis de la cuestión inglesa, sacada de ese mar de expedientes que he podido estudiar durante las décadas en que de ella he tenido que ocuparme. Puede ser de alguna utilidad para la opinión pública; á quien corresponde decidir, con criterio propio, en punto tan primordial de la existencia de la Patria.

Cuando en 1887 me separé de la Presidencia de la República y me vine á Europa, traje instrucciones para restablecer las relaciones diplomáticas, tan luego como se hubiese evacuado el territorio entre el Cabo Nassau y el Amacuro, la Boca Barima y la isla de este nombre, y conseguido, además, las bases de un nuevo Tratado, con la cláusula constitucional del arbitramento.

En cumplimiento de esas instrucciones trabajé muchísimo, y mucho conseguí, logrando que el Gobierno inglés se detuviera en el plan de apoderarse de las aguas de nuestro grande y opulento Orinoco.

Antes de proseguir, tengo que consignar como punto de partida de las opiniones y procederes que me han inspirado en esta negociación, que en mi concepto el Gobierno inglés tiene el inveterado propósito de usurparse el territorio comprendido entre el Esequibo y el Orinoco, siguiendo la antojadiza línea ideada por Schomburgk; pero que nosotros debemos contar para nuestro triunfo, con nuestro evidente derecho y con la mediación del Gobierno de los Estados Unidos de Norte

América, quien no puede consentir que la Inglaterra nos arrebatase el Orinoco, sus afluentes y nuestra grande hoya fluvial, enlazada geográficamente por el Rio Negro con la hoya del Amazonas, que á su vez se enlaza con la del Plata. Esa grande, hermosa y fecunda red fluvial, es única en el mundo, y vincula en la América del Sur, el más fecundo y grandioso porvenir.

La cuestión es continental : involucra la de « América para los americanos. »

Este modo de ver la cuestión de límites, explica el porqué, siendo Presidente, rechazé la invasión inglesa de Amacuro y Brazo é Isla Barima, y suspendí las relaciones diplomáticas con el Gobierno de Su Majestad Británica, mientras no fuese evacuado el territorio y volviesen las cosas al *modus vivendi* establecido por la convención de 1850.

Para que se me entienda bien, antes de continuar, extractaré aquí los numerosos expedientes de la cuestión de límites. Sólo después de estudiar aquellos, podrá ésta conocerse á fondo.

Helos aquí :

1º La jurisdicción é imperio españoles llegaban en 1810, hasta el Esequibo, como lo prueban la historia y las guerras que tuvieron España y Holanda, por las factorías que la segunda habia establecido del lado acá de aquel rio.

2º El tratado de 1814 entre la Holanda é Inglaterra, cedió á ésta las posesiones que le pertenecían del lado allá del Esequibo, pues que del lado acá, no tenia Holanda ninguna.

3º Fundada en el *uti possedetis juris de 1810*, re-

clamó Colombia de Inglaterra el territorio que sin derecho pretendia ésta continuar ocupando como heredera de Holanda, entre el Pomarón y el Esequibo.

4° Venezuela, después que se separó de Colombia, continuó la misma justa reclamación.

5° En 1840 el Ministro venezolano, Señor Fortique, obtuvo un arreglo, cediendo á la Inglaterra la faja de tierra comprendida entre el Esequibo y el Cabo Nassau, y asegurando el derecho de Venezuela desde este Cabo hasta el Orinoco. El Señor Fortique pensó, sin duda, que podia hacerse este sacrificio, buscando una división de aguas, en que unas fuesen á dar al Esequibo y las otras al Orinoco exclusivamente. Este arreglo, sin embargo, fué rechazado por Venezuela de manera providencial.

6° Los Ingleses se quedaron no obstante, ocupando de hecho tierras á la margen izquierda del Esequibo y hasta el Cabo Nassau, hecho que Venezuela continuó rechazando en sus posteriores discusiones con el Gobierno inglés.

7° En 1850, con motivo de un viage de exploración del ya mencionado Schomburgk, contra el cual reclamó nuestro Gobierno, se declaró por ambas partes que ni Venezuela ni la Gran Bretaña se proponian usurparse territorio alguno del que hasta entonces estaba en discusión, y que ambas se comprometian á no ejercer actos de jurisdicción, antes de que la cuestión de limites fuese decidida. Quedó pues establecido desde 1850, como *modus vivendi*, que ni Venezuela ni la Gran Bretaña ocuparian el terreno disputado.

8º Así perduró el asunto hasta hace 4 ó 5 años, que la Inglaterra, prescindiendo de la convención de 1850, empezó á invadirnos, no ya desde el Esequibo, sino desde el Pomarón hasta Amacuro y hasta el Brazo Barima y la isla de este nombre ; lo que, por supuesto, no sólo determinó sino que *impuso* el rompimiento de las relaciones diplomáticas.

Desde que llegué á Europa últimamente, me puse en relación, por una parte, con el Representante de Venezuela en Washington, y por otra, con intermediarios confidenciales de los secretarios de Relaciones Exteriores y de las Colonias de Inglaterra. Con aquel, para que el Gobierno de los Estados Unidos nos prestase su ayuda y hasta su mediación; y con estos, para que aceptase el Foreign Office un proyecto de tratado que sustituyese el de 1825, con diez años de duración en lugar de la perpetuidad atribuida al de Colombia que aceptó Venezuela en 1837, y con la cláusula del arbitramento, como lo prescribe nuestra *sabia* Constitución.

Esta discusión confidencial, en realidad, nunca pensé que tendría resultado efectivo, antes que los Estados Unidos entrasen á terciar en el asunto; pero si la creí indispensable, para que el Gobierno inglés, en la esperanza de obtener concesiones, no ocurriese á violencias semejantes á la de Alejandría ó á la reciente contra Portugal. Cómo trabajé en esta doble negociación, consta por extenso y detalladamente en los archivos del Ministerio, en los de las Legaciones de Paris y Washington y en mi correspondencia confiden-

cial con el Presidente cuyo período acaba de terminar.

En esos *pourparlers* privados, llegamos á convenir en que se haría el nuevo Tratado con diez años de lapso y la cláusula del arbitramento. Mas habiéndoseme exigido que presentase previamente mis credenciales, sin haberse evacuado el territorio desde Amacuro y Barima hasta el Pomarón, tuve que negarme, por dos razones, ambas decisivas : una, que el Congreso venezolano prohibió al Gobierno, como era indeclinable, reanudar las relaciones mientras no se abandonase el territorio últimamente usurpado; y la otra, porque ya habían triunfado los republicanos en los Estados Unidos de América y entrado á dirigir la política exterior de la Gran República el eminente Blaine, quien, como todos los republicanos, profesa la salvadora doctrina de Monroe.

Tal era la situación el día en que supe que mi renuncia había sido aceptada.

De entonces para acá, es de suponerse que nuestro Ministro en Washington estará aprovechando la actual estación, que es de actividad en los negocios oficiales de aquel Gobierno, para obtener del Departamento de Estado que comunique ordenes á su Ministro en Londres, por las cuales nos ayude eficazmente á lograr que se restablezca el *modus vivendi* de la convención de 1850, comenzando por evacuar el territorio desde Amacuro y el Brazo é Isla Barima, hasta el Cabo-Nassau por lo menos, y á obtener en seguidas la celebración del nuevo Tratado con el plazo de diez años cuando más,

y con la cláusula del arbitramento para toda cuestión pendiente y para cualquiera otra que en el porvenir pueda surgir.

Es de suma importancia no restablecer las relaciones, sin que antes haya constancia de que el territorio últimamente usurpado por la colonia de Demerara, ha sido evacuado; porque restableciendo las relaciones, tendríamos vigente el viejo Tratado, y si el territorio usurpado desde Pomarón hasta el Orinoco, no ha sido previamente desocupado por las autoridades inglesas, quedaría la Inglaterra con lo que ha estado buscando siempre, es decir, con todo el territorio en disputa y con su Tratado perpetuo de 1825. O de otro modo: habríamos perdido desde ahora el exclusivo dominio del Orinoco.

Ese día el Foreign Office se limitaría á entretener y prolongar la discusión del nuevo Tratado, dejando pasar el tiempo, para darnos después el golpe decisivo de su usurpación, que sería la declaración de la libre navegación del Orinoco y de sus afluentes, como lo anuncia en una comunicación que reposa en el Ministerio, lo que nos reduciría á la mísera condición de una colonia inglesa.

GUZMAN BLANCO.

Paris, Mayo 1º de 1890.

